

SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU FFS

La stratégie électorale à l'ordre du jour

Le conseil national du FFS se réunit, demain, dans une session extraordinaire exclusivement dédiée aux prochaines élections législatives.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Un rendez-vous à l'égard duquel la même instance avait, pour rappel, entériné, lors de sa session ordinaire des 9 et 10 décembre écoulé, le mot d'ordre de participation au lendemain d'une crise ayant vu un des membres de l'instance présidentielle du vieux front, Rachid Halet en l'occurrence, congédié des rangs du parti pour «faute grave». Un épisode qui a eu pour effet de provoquer des secousses avec, notamment, la démission de l'ex-premier secrétaire national et néanmoins député, Ahmed Bettatache, et celle d'autres cadres régionaux.

De ce fait, les membres du conseil national du parti devront passer en revue les moutures du programme électoral et de la stratégie électorale en sus, vraisemblablement, de l'installation de la commission nationale des élections qui aura à valider les candidatures du parti à ces élections législatives. Un programme et une stratégie électoraux dont l'instance présidentielle a donné de larges pans lors de la première conférence nationale des élus du parti organisée la semaine dernière et qui s'articule autour de la conviction que «c'est la stratégie politique qui détermine la stratégie électorale».

Pour Aziz Baloul, membre du présidium du vieux front qui présentait le document, «notre militantisme pour une citoyenneté effective,

l'Etat de droit et la démocratie consiste à utiliser tous les moyens qu'offre l'analyse politique à l'action politique».

D'où, a-t-il estimé, le fait que «la participation aux élections est un choix politique qui s'opère au terme d'une analyse politique», non sans rappeler, fort à propos, feu Hocine Aït-Ahmed, qui a «convaincu en 1963 ses camarades de lutte pour l'indépendance nationale de créer le FFS comme instrument de lutte contre la confiscation de la politique par le militaire et les divers clanismes régionalistes, conscients ou inconscients, qui s'étaient mis au service d'un projet totalitaire porté par une clique qui aspirait à construire un



Abdelmalek Bouchafa.

pouvoir, et non un Etat et des institutions politiques».

Et à Baloul de souligner que «quiconque s'engage à mener campagne sous les couleurs du sigle FFS se doit de continuer avec les instruments que lui confèrent la

loi et son mandat populaire à l'intérieur des institutions, le combat politique qu'il mène en tant que militant au sein de la société», estimant que le «devoir des cadres et des militants du FFS est de faire de chacun des espaces conquis sur la

dictature un instrument effectif au service de la lutte pour la démocratie et l'Etat de droit».

Le FFS, qui avait réussi, lors des élections législatives du 10 mai 2012, à avoir plus de députés que sa quote-part habituelle de 19 récoltée en 1997 et 2007, soit la moisson de 27 parlementaires dont certains en dehors de son bastion traditionnel, compte, selon son tout nouveau chargé de la communication, présenter des candidatures au niveau du maximum de circonscriptions électorales. Car, de l'aveu même de Hassen Ferli, la collecte des fameuses 250 signatures d'électeurs pour chaque siège à pourvoir où le parti ne vérifie pas les 4% des suffrages exprimés et n'y dispose pas de 10 élus locaux comme l'exige le nouveau code portant régime électoral, «ne relève pas d'une mince affaire».

M. K.

UFDS

Vers la participation aux législatives

C'est ce samedi que l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS) arrêtera sa position à l'égard des prochaines élections législatives.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Ce sera à l'occasion du congrès ordinaire du parti, le tout premier, après son congrès constitutif tenu il y a cinq ans, en 2012 intervenu juste après avoir obtenu l'agrément du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans ce qui constitue la dernière vague de quitus octroyés à une nuée de nouvelles formations

politiques. Lors de ce conclave, les 500 délégués attendus auront à débattre des bilans moral et financier de la mandature passée avant de procéder au renouvellement des instances du parti, conseil national et bureau national et, enfin, décider de la position vis-à-vis des élections législatives de mai prochain, soutient son président Noureddine Bahbouh qui, certainement, sera reconduit dans ses fonctions.

Une position qui ne serait pas autre que la participation de l'UFDS qui, pour rappel, fait partie du Pôle des forces du changement (PFC) et de l'Instance de concertation et de suivi de l'op-

position (Icso). Et certainement que le parti fondé par l'ex-ministre de l'Agriculture et ancien président du groupe parlementaire du RND avant d'en claquer la porte, nourrirait à travers sa plus que probable participation aux prochaines élections législatives, de faire mieux qu'en mai 2012 quand il n'a glané que trois sièges parlementaires.

Aux côtés de ses trois membres de l'Assemblée populaire nationale, l'UFDS compte également 296 élus locaux (APC-APW) à l'issue des élections locales du 29 novembre 2012.

M. K.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'UNFA promeut leur «transparence»

«Qui voudrait bien truquer les élections législatives ?» c'est la question rhétorique qu'a posée la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), Noria Hafsi, en s'adressant aux représentantes des bureaux régionaux de l'organisation lors de la rencontre d'hier. Et ce, pour signifier que les prochaines élections seront «démocratiques, comme d'habitude».

La SG condamne les partis politiques ayant opté pour le boycott de ce scrutin considérant les pratiques de corruption dont ils font l'objet. Faisant la promotion «d'élec-

tions transparentes», N. Hafsi a déclaré que «la démocratie vient avec la participation». En signifiant que bouter les élections n'est pas digne d'une attitude démocratique et que cette tendance verse dans «la perturbation de la stabilité et de la sécurité nationales». Selon elle, ce boycott rime avec «des intentions malsaines de troubler l'ordre public» et non avec le libre choix des partis à se présenter ou pas.

Sur ce, elle a fait appel aux membres de l'UNFA pour se présenter en masse à ces élections et de figurer sur les listes électo-

rales des partis dont elles sont issues surtout que leurs places dans celles-ci sont «assurées» à 30%.

«Mobilisation et lutte» sont les mots d'ordre qu'elle a invoqués afin que le nombre de femmes parlementaires soit plus important que le seuil actuel de 146 femmes. Et ce, pour constituer «une plus importante force de pression», a-t-elle ajouté. Par ailleurs, se prononçant sur les derniers événements de contestations à Béjaïa et à Bouira, principalement, N. Hafsi a déclaré que «le peuple algérien est conscient des

enjeux actuels» et qu'il ne veut pas «revivre une autre décennie noire», a-t-elle rappelé voyant dans cette envie de changement un appel à la déstabilisation. De même qu'elle a assuré dans une argumentation peu convaincante que la loi de finances 2017 ne piétine en rien le pouvoir d'achat des Algériens.

Paradoxalement, elle a soutenu qu'il va de soi que le citoyen algérien doit accepter certains sacrifices quand il y va de «la pérennité de la nation».

N. B.

La science confirme : nouveau record de chaleur sur terre en 2016 depuis 1880

2015, écrivai-je, a été la pire année de l'histoire du climat. Elle a été l'année des paradoxes, cumulant inondations et sécheresses.

J'ajoutai : «Et si l'année 2016 serait l'année la plus chaude de l'histoire moderne du climat ?» Aujourd'hui, sans conteste, selon la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), 2016 a été l'année la plus chaude sur terre de l'histoire moderne du climat depuis le début 1880. Cette montée du record du mercure a été confirmée par la NASA. Elle constitue la troisième année consécutive la plus chaude sur notre planète après 2014 et 2015.

Des températures record presque partout dans le monde

La température à la surface des terres a été de 1,43°C supérieure à

la moyenne du XX^e siècle, c'est-à-dire la plus élevée depuis 136 ans.

La température a atteint des niveaux record sans précédent à l'est des Etats-Unis, à l'ouest du Canada, sur l'ensemble de l'Amérique du Sud, en Afrique de l'Ouest, sur l'est de la Russie et sur une grande partie de l'Australie. Le record de mercure a été le plus élevé sur les mers et les océans.

La fonte de la banquise au pôle Nord et au pôle Sud s'est accélérée, avec à la clé, la dislocation des icebergs. Cette fonte laisse dériver des glaces flottantes accélérant le dérèglement climatique.

Au pôle Nord

Le Centre national de la neige et de la glace confirme que l'éten-

du moyenne des glaces flottant sur l'océan ne mesure plus que 10 millions de km² au pôle Nord, c'est-à-dire la plus petite surface depuis les premières observations réalisées par satellite à la fin des années 70.

Au pôle Sud

La superficie annuelle moyenne de l'Antarctique s'est également contractée pour ne mesurer que 11,1 millions de km², se réduisant à des niveaux sans précédent à l'automne 2016.

L'année 2017, un répit pour la planète ?

D'après les climatologues et les prévisionnistes, l'année 2017 serait vraisemblablement moins

chaude que les trois années précédentes 2014, 2015 et 2016.

Mais il reste entendu que les années qui suivront seraient vraisemblablement plus chaudes et renouvraient avec le cycle de l'augmentation de la température sur terre.

Bonne année à tous

En dépit de la parenthèse de 2017, il reste à espérer que les alertes lancées par la planète Terre depuis plus d'un siècle continueront à être prises en charge par les sociétés civiles en tant qu'incubateurs de projets et en tant que forces d'explications et d'actions afin d'aider à transformer notre modèle de vie, de production et de consommation.

Par Cherif Rahmani (*)



C'est tous les vœux que je formule pour l'année qui vient.

*** Ambassadeur des Déserts et des Terres arides (Convention des Nations-Unies pour la lutte contre la désertification), président de la Fondation des Déserts du monde, ancien ministre**